



SOMMAIRE

ENERGIE – CLIMAT

- Le Royaume-Uni se met en ordre de marche pour organiser la COP26
- Le site d'extraction de gaz de schiste de Cuadrilla soumis à son plus important tremblement de terre
- La première distillerie de gin fonctionnant à l'hydrogène pourrait bientôt voir le jour

ENVIRONNEMENT

- Le Gouvernement souhaite étendre la *blue belt* dans les territoires d'outre-mer britannique

TRANSPORT

- La première phase de la future ligne à grande vitesse HS2 pourrait être retardée de 5 ans

SERVICES PROFESSIONNELS

- Allen & Overy ne fusionnera pas avec O'Melveny & Myrers
- Les banques et les cabinets d'avocat demandent plus de femmes avocates *barrister*
- Les cabinets d'audit réfléchiraient à se séparer de leurs clients les plus risqués
- Le secteur public aurait dépensé plus d'1,3 Md£ en prestations de conseil depuis le début de l'année

RÉGIONS

- Les prix des logements pourraient diminuer de 6 % en cas de no deal
- Une dépréciation de la livre sterling en cas de no deal ne bénéficierait pas à l'économie nord-irlandaise

INDUSTRIE

- TSP Projects, filiale de British Steel, sera rachetée par Systra

Un no deal pourrait amputer le chiffre d'affaires des cabinets d'avocat britanniques de 10 %

Les avocats pourraient voir leur chiffre d'affaires réduit de 10 % en cas de no deal et 10 000 emplois risqueraient de disparaître selon une [étude](#) de la *Law Society*. Cette baisse notable de leurs revenus (3,5 Md£ à l'échelle nationale) serait principalement imputable à la fin de l'accès au marché UE (fin de la liberté d'établissement et de la liberté de prestation de services). Les cabinets ne seront notamment plus habilités à représenter leurs clients devant les tribunaux de l'UE en cas de no deal. Les cabinets spécialisés en propriété intellectuelle sont les plus à risque puisque les brevets déposés au RU ne seront plus reconnus dans l'UE en cas de no deal. Le RU est le premier exportateur européen de services juridiques, qui ont contribué à l'économie britannique à hauteur de 28 Md£ en 2018.

ENERGIE - CLIMAT

La ville de Glasgow choisie pour accueillir la COP26 – Dans l'attente de la décision qui interviendra à l'occasion de la COP25 à Santiago au Chili du 2 au 13 décembre, le RU se prépare activement. Cinq ans après la COP21 qui s'est tenue à Paris, la candidature conjointe RU-Italie demeure favorite pour l'emporter face à la Turquie. Claire Perry, la présidente nommée de la COP26, aura en charge l'organisation de la COP en lien avec Lord Ian Duncan qui vient tout juste de prendre ses fonctions de sous-secrétaire d'État en charge du climat au ministère de l'Énergie et de la Stratégie industrielle (BEIS),...en remplacement de Claire Perry. Cette dernière, qui a annoncé le 9 août que [Glasgow](#) serait la ville hôte en cas de succès de la candidature italo-britannique, a déjà identifié deux priorités pour la future présidence : (i) intensifier les projets de collaboration entre États afin d'accélérer la réduction des émissions, et (ii) apporter un soutien financier suffisant aux pays et aux individus les plus vulnérables qui souffrent des effets néfastes du réchauffement climatique.

Le site d'extraction de gaz de schiste de Cuadrilla soumis à son plus important tremblement de terre – selon les dernières mesures, le site qu'exploite l'entreprise Cuadrilla dans le Lancashire a connu [un tremblement de terre](#) de 2,9 sur l'échelle de Richter, soit le plus important jamais relevé. L'enchaînement de plusieurs tremblements de terre sur le site a amené Cuadrilla à cesser son activité comme l'y oblige la loi et ne devrait pas reprendre avant la réalisation d'une enquête sur le tremblement de terre. La fracturation hydraulique de la roche à haute température est responsable de ces microséismes à répétition. Ces microséismes ont relancé le débat sur une éventuelle dangerosité pour les populations locales et conforté les ONG dans leur volonté d'interdire cette technique d'extraction sur le seul site opérationnel à ce jour.

La première distillerie de gin fonctionnant à l'hydrogène pourrait bientôt voir le jour – l'initiative The HySpirits qui prend place dans le cadre d'un [vaste programme](#) de soutien à l'hydrogène pour réduire les émissions dans l'industrie (390 M€) devra étudier la possibilité de substituer de l'hydrogène à du gaz de pétrole liquéfié utilisé généralement pour l'allumage de barbecues. Le plan hydrogène reposera sur 3 piliers : l'innovation technologique pour réduire les émissions (40 M€), l'approvisionnement en hydrogène non carboné dans l'industrie (100 M€) et l'utilisation de l'hydrogène dans les secteurs du fer et de l'acier (250 M€).

ENVIRONNEMENT

Le Gouvernement souhaite étendre la *blue belt* dans les territoires d'outre-mer britannique – le Premier ministre Boris Johnson a annoncé l'attribution de [7M€ supplémentaires](#) au programme *Blue belt* afin de protéger plusieurs espèces en voie de disparition. Cette annonce faite lors du G7 s'inscrit dans le cadre de la contribution britannique à la défense de la biodiversité en vue notamment de la révision des objectifs d'Aichi en 2020 à l'occasion de la COP Biodiversité en Chine.

TRANSPORT

La première phase de la future ligne à grande vitesse HS2 pourrait être retardée de 5 ans – S'appuyant sur un rapport d'Allan Cook, Président d'HS2, le Ministre des Transports, Grant Shapps a annoncé au Parlement que l'ouverture de la première section de la ligne, entre Londres et Birmingham, devrait avoir lieu entre 2028 et 2031 –et non en 2026 tel qu'initialement prévu. Le deuxième tronçon de la ligne, entre Birmingham, Manchester et Leeds, qui devait ouvrir en 2032, n'entrerait en circulation qu'entre 2035 et 2040. Le rapport Cook estime également que l'enveloppe allouée à HS2 ne permet pas sa livraison et que le coût du projet pourrait passer de 62 Md à 88 Md€ (en prix 2019). M.Cook précise que retards et dépassements sont le résultat du manque de prise en compte des difficultés inhérentes à la construction d'infrastructures au sein de zones densément peuplées. Le mois dernier, le gouvernement britannique

a déclaré qu'une nouvelle revue des coûts et des avantages du projet serait réalisée, afin de décider si le maintien d'HS2 s'avère pertinent. Grant Shapps a précisé aux Communes que cette revue serait conduite par Doug Oakervee, ancien Président d'HS2, et que les travaux de construction se poursuivront pendant cet examen afin « d'être en mesure de mettre en service le premier tronçon d'HS2 sans retard supplémentaire si le gouvernement décide de maintenir le projet ».

SERVICES PROFESSIONNELS

Allen & Overy ne fusionnera pas avec O'Melveny & Myrers – Le cabinet d'avocat britannique a [annoncé](#) abandonner ses velléités de fusion avec le cabinet américain O'Melveny & Myers après des mois en pourparlers en raison d'une différence de vue sur la valorisation globale de l'entité post fusion. L'abandon des pourparlers, dernière en date des nombreuses tentatives de fusion avortées des cabinets d'avocat britanniques pour se développer aux États-Unis (notamment Ashurst-Sidley et Freshfields-Debevoise), est une illustration de la difficulté des entreprises britanniques à investir le marché américain. Allen & Overy a toutefois déclaré que l'expansion de sa présence aux États-Unis « restait la priorité numéro 1 » et que le cabinet restait ouvert à d'éventuels rapprochements.

Les banques et les cabinets d'avocat demandent plus de femmes avocates *barrister* – Les grands cabinets d'avocat au premier rang desquelles Clifford Chance, Allen & Overy et Freshfields et plusieurs banques dont Lloyds et Barclays ont [appelé](#) à plus de diversité dans les panels des chambres de *barristers* (cf. avocats habilités à plaider devant les tribunaux par opposition aux *solicitors* qui ne font que du conseil), aujourd'hui selon eux « composés d'hommes blancs de cinquante ans ». Les femmes demeurent sous-représentées au barreau anglais, notamment dans les postes senior comme *Queen's Counsel* et la proportion de femmes au sein du barreau serait de 37,4 % seulement.

Les cabinets d'audit réfléchiraient à se séparer de leurs clients les plus risqués – Les cabinets d'audit du *Big Four* et les cabinets de taille intermédiaire réfléchiraient à [abandonner](#) leurs clients les plus risqués et les moins rentables dans un contexte d'augmentation des coûts d'adaptation aux nouvelles exigences réglementaires de la profession et d'investissements accrus dans la transformation digitale de leur structure. Les clients de la distribution et de la vente de détail, de la construction et de la sous-traitance sont visés en priorité. La *Charity Commission*, organisme de régulation des ONG en Angleterre et au Pays de Galles, a par ailleurs accusé certains commissaires aux comptes de négligence après avoir déterminé que seulement 50 % des comptes des 296 ONG examinées par elle remplissaient les standards de qualité fixés.

Le secteur public aurait dépensé plus d'1,3 Md£ en prestations de conseil depuis le début de l'année – La plupart d'entre auraient été [attribués](#) aux cabinets du *Big Four* – KPMG, EY, Deloitte et PwC – et les principaux ministères concernés seraient les Affaires étrangères, la Défense et l'Environnement et l'Agriculture (DEFRA). 150 M£ auraient notamment été dépensés par le gouvernement dans le cadre de marchés publics ces douze derniers mois. Au-delà de la gestion du Brexit (contrôle aux frontières, commerce international, politique agricole, immigration, plans de contingence en cas de no deal), les 1,3 Md£ – environ 700 contrats depuis janvier – s'expliquent par les réductions d'effectifs dans la fonction publique, qui l'ont rendu davantage dépendant des consultants du secteur privé. Cette annonce intervient dans un contexte où le recours au privé est de plus en plus remis en question au regard de l'optimisation des deniers publics. À noter que le poids du conseil en secteur public est particulièrement important au RU puisqu'il représente 25 % du marché du conseil.

REGIONS

Les prix des logements pourraient diminuer de 6 % en cas de no deal – Les prix des logements pourraient diminuer de 6 % en cas de no deal en 2020 avec des baisses allant de 5,4 à 7,5 % en fonction des régions selon une [étude](#) de KPMG, qui n'exclut pas une baisse de 10-20 % si les marchés réagissent plus fortement que prévu. L'ampleur de la baisse des prix de l'immobilier en cas de no deal, particulièrement notable en Irlande du Nord (-7,5 %) et à Londres (-7 %), s'expliquerait notamment par la baisse du pouvoir d'achat des ménages attendue en raison de la hausse de l'inflation à venir qui serait supérieure à la croissance des salaires nominaux, ainsi que par la probable hausse du chômage et par l'effritement de la confiance des entreprises et des ménages, qui devrait entraîner un report de leurs décisions d'investissement. Les projections de la BoE en cas de no deal de l'année dernière faisaient en outre état de

chutes des prix des logements allant jusqu'à 35 % sur trois ans. Le volume de transactions a en tout cas fortement ralenti depuis le référendum et la croissance des prix des logements stagne (+0,9 % en juin contre +8,3 % en juin 2016 en glissement annuel). Le cabinet prévoit une stabilisation des prix en 2019 et une hausse de 1,3 % en 2020 en cas de sortie avec accord le 31 octobre.

Une dépréciation de la livre sterling en cas de no deal ne bénéficierait globalement pas à l'économie nord-irlandaise –

Selon une [étude](#) du ministère de l'économie nord-irlandais, une éventuelle dépréciation de la livre sterling en cas de no deal bénéficierait moins aux exportateurs qu'elle ne nuirait aux importateurs en Irlande du Nord compte tenu notamment de la forte exposition des entreprises au marché UE à l'export, de l'imbrication de la chaîne d'approvisionnement de part et d'autre de la frontière irlandaise et de la dépendance à la main d'œuvre étrangère. Si la dépréciation de la livre a historiquement bénéficié aux exportateurs, l'effet positif sur l'attractivité d'une livre faible pourrait être contrebalancé par l'accroissement des coûts à l'export vers l'UE en cas de no deal. Outre l'impact d'une dépréciation de la livre sur l'activité des entreprises, l'étude prévoit également une baisse du pouvoir d'achat des ménages, notamment ceux avec les revenus les plus faibles, en raison de l'inflation des prix consécutive à la mise en place des barrières tarifaires et non tarifaires en cas de no deal.

INDUSTRIE

TSP Projects, filiale de British Steel, sera rachetée par Systra – Un accord de sauvetage a été conclu entre Systra et le liquidateur public (« *Official Receiver* »), permettant de sauver 400 emplois et d'éviter la liquidation de cette société de conseil en conception d'infrastructures appartenant à British Steel. TSP Projects, qui dispose d'une palette de clients variée – de Network Rail à BAE Systems – a généré un chiffre d'affaires de 33,8M€ en 2018 et permet à Systra de doubler ses effectifs au RU, les portant ainsi à 800 travailleurs. Le reste de l'aciérie devrait être repris par le fonds de pension militaire turc Oyak, qui a été nommé soumissionnaire privilégié. Cette reprise de British Steel, deuxième sidérurgiste britannique, pourrait permettre de maintenir les 4 000 emplois du groupe, répartis entre l'usine de Scunthorpe (RU) et d'autres sites en France et aux Pays-Bas.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, Christian.fatras@dgtresor.gouv.fr



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)